



25/09 - Hôtel du Département - Privas

INVESTISSEMENT SOCIAL

Les politiques sociales sont souvent présentées comme coûteuses et parfois interrogées sur leur efficacité limitée. Elles sont peu valorisées au regard de l'investissement qu'elles représentent dans le capital humain. Peu d'études se consacrent à démontrer ce qu'elles « apportent » et ce qu'elles « évitent » à la société car cela nécessite une approche systémique : prise en compte de l'environnement familial, dépassement des champs d'action sectoriels, observation sur plusieurs années, etc. Autour du thème de l'investissement social, il s'agira notamment de donner à voir et d'échanger autour des impacts des politiques sociales sur les publics et les externalités qu'elles génèrent (qui se mesurent sur le long terme notamment via des études longitudinales de cohortes de publics). L'enjeu est de lancer la réflexion sur les futurs schémas sociaux sous cet angle de l'utilité de l'investissement social afin de souligner l'importance de l'engagement de chacun (au sens large : institutions, associations, professionnels et usagers) à cet égard.

L'ARDÈCHE EN TRANSITION



ÉDITOS

Martine Finiels, Vice-Présidente du Département de l'Ardèche en charge de la santé, de l'autonomie, des seniors et des personnes en situation de handicap et de **Denis Duchamp**, Vice-Président en charge de la protection de l'enfance et de la lutte contre la précarité

Le Département de l'Ardèche, chef de file des solidarités, souhaite s'impliquer pleinement dans la thématique de l'investissement social à l'aube des nombreuses transitions qui attendent nos territoires et notre société.

Jugées trop coûteuses ou inefficaces, les politiques sociales souffrent régulièrement d'un a priori négatif. En réinterrogeant leur conception et leurs finalités, le Département veut remettre l'humain au cœur de la réflexion.

Une politique sociale n'est pas un coût, c'est un investissement : investissement sur l'humain pour l'accompagner dans les moments difficiles, lui permettre de s'épanouir, de se développer.

Ainsi réinterroger nos politiques, notre manière de faire, est un élément essentiel pour adapter sans cesse nos dispositifs aux usagers et anticiper les besoins futurs de notre territoire. Nous comptons sur vous pour montrer que l'Ardèche est toujours une terre de solidarités mais aussi d'innovations.

Christophe Fourel, économiste à la Direction générale de la cohésion sociale

Nos politiques de protection sociale ont évolué progressivement pour s'adapter à l'émergence de nouveaux phénomènes, en particulier la montée de la pauvreté et de l'exclusion issue de la fin du plein-emploi. Les mutations profondes que connaît notre économie depuis la fin des années 1990 nécessitent d'apporter aujourd'hui des évolutions plus structurelles. Pour certains, ce changement de paradigme doit être impulsé par le marché et correspondre à une accélération significative de la privatisation de la protection sociale. Cette approche aboutirait à une protection sociale à plusieurs vitesses en fonction du revenu perçu et générerait des inégalités aussi profondes que durables. De plus, elle méconnaît les interdépendances entre membres d'une même population et, en se focalisant sur chaque individu, n'offre pas en définitive une couverture globale. C'est pourquoi l'approche de l'investissement social est préférable. L'investissement social renouvelle les formes de protection sociale en apportant, en complément des mesures d'indemnisation, des politiques ambitieuses visant à prévenir l'apparition de risques sociaux pour lesquels une partie de la population est mal couverte aujourd'hui, et subit de fait la précarité, la pauvreté et le chômage.

L'investissement social vise à doter tous les individus des compétences et capacités nécessaires pour accéder à des emplois de qualité, à mettre en place les politiques permettant à tous de mobiliser ces capacités sur le marché du travail, notamment pour pouvoir concilier vie familiale et vie professionnelle, et à renouveler ces capacités tout au long de la vie. Cette perspective s'inspire de la pensée d'Amartya Sen pour qui la liberté passe par le développement des capacités à forger ses propres projets et à les réaliser.

L'ARDÈCHE EN TRANSITION

PROGRAMME - 25/09

✦ 8h45 - ACCUEIL

✦ 9h15 - OUVERTURE **Salle Paul Ribeyre**

○ **Laurent Ughetto**, Président du Conseil départemental de l'Ardèche

○ **Martine Finiels**, Vice-Présidente en charge de la santé, de l'autonomie des seniors et des personnes en situation de handicap

✦ 9h30 - TABLE RONDE **Salle Paul Ribeyre**

Investissement social, de quoi parle-t-on ?

Intervenants :

- ✓ **Olivier Noblecourt**, délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes
- ✓ **Christophe Fourel**, économiste à la Direction générale de la Cohésion sociale et coauteur du rapport « l'investissement social : quelle stratégie pour la France ? »
- ✓ **Sébastien Keiff**, Conseil départemental de la Gironde, responsable Agenda 21

✦ 10h45 - TEMPS D'ÉCHANGES AVEC LA SALLE

✦ 11h00 - TABLE RONDE **Salle Paul Ribeyre**

Comment mesurer les impacts de l'investissement social dans l'action publique ?

Intervenants :

- ✓ **Yannick Blanc**, Vice-président de La Fonda, Haut-commissaire à l'Engagement civique
- ✓ **Emmanuel Gagneux**, Vice-président de l'Association nationale des directeurs d'action sociale et de santé des Départements et Métropoles et Directeur général adjoint délégué aux politiques sociales du Département de l'Eure
- ✓ **Denis Vallance**, Territoires citoyens conseils, Président de l'Union nationale des acteurs de la formation et de la recherche en intervention sociale

✦ 12h20 - TEMPS D'ÉCHANGES AVEC LA SALLE

✦ 12h30 - PAUSE DÉJEUNER

✦ 14h00 - ATELIERS

Atelier 1 - Petite enfance

Atelier 2 - Autonomie handicap

Atelier 3 - Jeunesse

Atelier 4 - Action sociale / Insertion

✦ 16h30 - RESTITUTION EN PLÉNIÈRE **Salle Paul Ribeyre**

Retour synthétique des ateliers par les animateurs

✦ 17h00 - CLÔTURE **Salle Paul Ribeyre**

○ **Denis Duchamp**, Vice-Président en charge de la protection de l'enfance et de la lutte contre la précarité

L'ARDÈCHE EN TRANSITION

ÉLÉMENTS BIOGRAPHIQUES GRANDS TÉMOINS

✓ **Olivier Noblecourt**, Délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes

Olivier Noblecourt a démarré sa carrière par l'exercice de fonctions exécutives puis électives à la mairie de Grenoble. Devenu adjoint au Maire de Grenoble en 2008 et vice-président de la Communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole (2008-2014), il a également assuré la présidence du centre communal d'action sociale de la ville.

Parallèlement, il a travaillé à l'élaboration du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté (2012). Il est également l'auteur de rapports sur la petite enfance (Terra Nova, 2013), l'intégration des femmes migrantes (2014) ou l'expérimentation sociale dans les collectivités territoriales.

De 2014 à 2017, Olivier Noblecourt a exercé plusieurs fonctions en cabinet, auprès de la Ministre Najat Vallaud-Belkacem successivement à l'Égalité entre les femmes et les hommes, à la Jeunesse et à l'Éducation nationale. Le 15 novembre 2017, il a été nommé Délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes.

✓ **Christophe Fourel**, économiste à la Direction générale de la Cohésion sociale, co-auteur du rapport « l'investissement social : quelle stratégie pour la France » ?

Christophe Fourel est économiste de formation. Il est actuellement chef de la mission analyse stratégique, synthèse et prospective à la Direction générale de la Cohésion sociale. Il a été directeur général de l'Agence nouvelle des solidarités actives (ANSA) de 2007 à 2009, directeur adjoint de « l'évaluation des risques » à l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) de 2003 à 2006 et secrétaire général du CREDOC de 1990 à 2002. Il a commencé sa carrière professionnelle comme responsable du développement du magazine Alternatives économiques dont il est depuis 1997 président de l'association des lecteurs. Il est également responsable du pôle « solidarité » de Terra Nova.

Il est notamment l'auteur de « La nouvelle économie sociale » (Syros 2001), de « Les politiques de cohésion sociale, acteurs et instruments » (coord. / La Documentation française, 2013), et du rapport de mission « D'autres monnaies pour une nouvelle prospérité » (Le Bord de l'Eau, 2015). Ainsi que « Investissement social : quelle stratégie pour la France ? » (La Documentation Française 2018) avec C. Avenel, M. Boisson-Cohen, S. Dauphin, N. Duvoux, M. Julien, B. Palier.

L'ARDÈCHE EN TRANSITION

ÉLÉMENTS BIOGRAPHIQUES GRANDS TÉMOINS

✓ **Sébastien Keiff**, responsable Agenda 21 au Conseil départemental de la Gironde

Sébastien Keiff est diplômé d'un master en économie internationale de l'université de Lund - Stockholm et d'un master en gestion territoriale du développement durable de l'université de Toulouse.

Depuis 15 ans il s'est spécialisé dans l'élaboration de systèmes d'observations et d'animation territoriaux co-construits afin d'éclairer les politiques publiques et les projets au plus proche des sensibilités réelles des territoires et de leurs acteurs.

Depuis 2008, il a intégré la mission Agenda 21 du Conseil départemental de la Gironde en tant que chargé de la participation citoyenne et de l'évaluation des politiques publiques. Il y a animé et accompagné une centaine de dispositifs participatifs et citoyens.

Il est membre du réseau Together International, membre fondateur et secrétaire général de Together France et dynamiseur SPIRAL : démarche ascendante de construction de programmes de coresponsabilité pour le bien-être de tous, pour aujourd'hui et pour demain. Il a formé plus de 3 000 personnes à cette méthode en France et au Canada.

✓ **Yannick Blanc**, Vice-Président de La Fonda

Yannick Blanc est un ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud et de l'ENA. Il a mené une carrière de haut-fonctionnaire au ministère de l'Environnement puis au ministère de l'Intérieur, où il a notamment été conseiller au cabinet de Jean-Pierre Chevènement et sous-directeur des affaires politiques et de la vie associative. Après avoir été directeur-adjoint du cabinet de Jean-Paul Huchon, Président de la Région Île-de-France, chargé de la négociation sur le projet de Grand-Paris-Express, il a été nommé Préfet de Vaucluse puis du Val d'Oise. Il est depuis 2016 Haut-Commissaire à l'engagement civique et préside l'Agence du service civique.

Parallèlement à sa vie professionnelle, il a pris des responsabilités bénévoles liées à la prospective et à l'innovation sociale : il a présidé la Fonda, think-tank du monde associatif, et la Société française de prospective. Il est actuellement président de l'association de préfiguration du Carrefour des innovations sociales et membre du conseil scientifique de Futuribles International. Il pilote, à la Fonda, une recherche-action visant à renouveler l'approche de la mesure de l'impact social à partir du concept de « chaîne de valeur élargie » (à retrouver sur www.fonda.asso.fr).

L'ARDÈCHE EN TRANSITION

ÉLÉMENTS BIOGRAPHIQUES GRANDS TÉMOINS

↳ **Emmanuel Gagneux**, Vice-Président de l'ANDASS

Après un début de carrière de plusieurs années dans le secteur privé en France et à l'étranger, Emmanuel Gagneux a rejoint la fonction publique territoriale en 2010. Il a occupé successivement les postes de directeur adjoint des solidarités au Conseil général des Ardennes (2011-2013), puis de directeur général adjoint chargé de la solidarité et de la santé publique au Conseil départemental de la Haute-Saône (2014-2018). Il est depuis mars 2018 directeur général adjoint en charge de la délégation sociale au Conseil départemental de l'Eure.

Emmanuel Gagneux est également Vice-Président de l'ANDASS, où il s'occupe plus particulièrement de la thématique « insertion » et des relations avec le réseau social européen. Il a notamment participé à la rédaction aux contributions de l'ANDASS sur l'insertion (2015) et sur l'investissement social (2018). Il est diplômé de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC) et de l'Institut national des études territoriales (INET).

↳ **Denis Vallance**, Territoires citoyens conseil

Denis Vallance a exercé pendant 26 ans des fonctions de direction générale en service public, précédées de 7 années en organisations associatives à l'international et en bureaux d'études auprès des collectivités. De 1998 à 2015, il a assuré les fonctions de direction générale des services du Département de Meurthe-et-Moselle aux côtés du Président Michel Dinet. Il a notamment été le co-rédacteur en 2012 du texte « Action sociale, boulet financier ou renouveau des solidarités ? ».

Depuis août 2015, il a fondé sa propre société de Conseil aux collectivités locales (Territoires citoyens Conseils). Il assure ainsi, pour le compte de conseils départementaux, d'intercommunalités, de métropoles, des missions de conseil stratégique aux équipes élues comme de direction générale, sur les thématiques suivantes : stratégies territoriales / développement social / citoyenneté-participation des habitants.

Sur le plan associatif, Denis Vallance est le président de l'Unaforis (Union nationale des acteurs de la formation et de la recherche en intervention sociale), fédérant 130 instituts et écoles de formation et de recherche en travail social dans toutes les régions de France – 60 000 étudiants.